

Handwerkerbünde und Arbeitervereine 1830 bis 1853. Die politische Tätigkeit deutscher Sozialisten von Wilhelm Weitling bis Karl Marx [Ernst Schraepler]

Autor(en): **Vuilleumier, Marc**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **23 (1973)**

Heft 2

PDF erstellt am: **25.04.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

ERNST SCHRAEPLER, *Handwerkerbünde und Arbeitervereine 1830 bis 1853. Die politische Tätigkeit deutscher Sozialisten von Wilhelm Weitling bis Karl Marx*. Berlin, New York, de Gruyter, 1971. VIII, 600 S. (Veröffentlichungen der Historischen Kommission zu Berlin. Bd. 34. Publikationen zur Geschichte der Arbeiterbewegung. Bd. 4.)

On connaît depuis longtemps l'importance qu'ont eue, dans le développement du mouvement ouvrier et socialiste, les premières associations d'artisans allemands qui se constituèrent, dans l'émigration, au cours des années 1830 et 1840. C'est dans leur sein qu'apparurent et s'implantèrent les théories de Weitling, bientôt remplacées par celles de Marx et d'Engels sous l'influence desquels la Ligue des Justes se transforma en Ligue des communistes, en 1847. C'est à cette évolution, au rôle de la première organisation communiste marxiste durant la période révolutionnaire de 1848/49, puis ensuite dans l'émigration, avant sa disparition en 1853, qu'est consacré ce gros ouvrage.

On en discerne immédiatement l'importance. Il s'agit, en somme, de la toute première période du mouvement ouvrier et socialiste allemand (et même, dans une certaine mesure, international), antérieure à la fondation par Lassalle de son organisation politique, en 1863, date qui est souvent considérée comme celle de la naissance du socialisme allemand, ce qui a longtemps fait sous-estimer la période 1830-1853. Cependant un grand nombre de travaux lui ont été consacrés, de nombreux documents ont été publiés, beaucoup moins, à vrai dire, dans le cadre d'une étude de la révolution de 1848 en Allemagne que dans celui de recherches consacrées à Weitling, à Marx et Engels ainsi qu'à l'histoire du mouvement ouvrier. Et comme ces domaines étaient l'objet de vives controverses entre les historiens des deux Allemagnes, les publications se sont multipliées depuis une vingtaine d'années.

Aussi accueillera-t-on avec faveur la synthèse provisoire que constitue le volume de Schraepler. Sa documentation est fondée essentiellement sur l'ensemble des travaux parus jusqu'à présent; s'y ajoute, ici ou là, le fruit de ses recherches personnelles dans les archives de Basse-Saxe, dans celles de Vienne ainsi que dans les collections Marx-Engels de l'Institut international d'histoire sociale à Amsterdam. C'est dire l'ampleur du matériel utilisé.

Après un rapide coup d'œil sur les conditions économiques et sociales dans l'Allemagne du Vormärz et, plus particulièrement, sur celles de l'artisanat, qui subit une dure crise par suite des premiers développements de l'industrie, l'auteur étudie la Jeune Allemagne en Suisse, dans les années 1830, la formation, à Paris, de la Ligue des Bannis, puis de la Ligue des Justes, l'activité de Weitling en Suisse. Puis il retrace les discussions passionnées des Justes à Londres, leurs rapports avec le Chartisme, leur attitude à l'égard du communisme icarien, l'éloignement progressif de Weitling.

Après être quelque peu revenu en arrière pour examiner l'activité de

Marx à la tête de la *Rheinische Zeitung*, en 1842/43, et montrer les débuts de son activité politique, Schraepler étudie les premiers contacts de Marx et Engels avec le socialisme et avec la Ligue des Justes. C'est la constitution du Comité de correspondance communiste de Bruxelles puis la fondation de la Ligue des communistes. Dès lors, l'ouvrage se concentre de plus en plus autour de la personnalité et de l'action des deux auteurs du *Manifeste communiste*, sans toutefois néglier pour autant les autres protagonistes.

La révolution de 1848 en Allemagne provoqua un changement complet de la ligne politique suivie par Marx et Engels; à la tête de la *Neue Rheinische Zeitung*, ils agirent en républicains radicaux, laissant à l'arrière-plan les revendications ouvrières. Pour eux, l'essentiel était de soutenir les éléments les plus résolus de la bourgeoisie afin de liquider le retard politique de l'Allemagne et de créer ainsi les conditions préalables au développement d'un véritable mouvement ouvrier. D'où une certaine tension avec ceux qui, tel le docteur Gottschalk, à Cologne, membre de la Ligue des communistes, cherchaient à faire prévaloir les intérêts immédiats des travailleurs. Cette opposition des deux politiques est fort bien analysée. Il en alla de même avec l'*Arbeiterverbrüderung* de Stefan Born, qui constitue, en quelque sorte, la première organisation syndicale de quelque importance en Allemagne. Mouvement relativement puissant par ses effectifs et son extension géographique, rassemblant les ouvriers de l'industrie naissante mais aussi de nombreux artisans et petits patrons ruinés par la crise, cette association avait dû s'adapter au niveau réel de ses adhérents et était bien éloignée des principes de la Ligue des communistes; elle se bornait à des revendications de salaires, à la constitution de coopératives et réclamait l'intervention de l'Etat ainsi que l'adoption d'une législation sociale. La *Neue Rheinische Zeitung* se désintéressa complètement de ses activités.

Ce seront les échecs de la démocratie qui amèneront Marx à modifier sa politique, dès avril 1849, quand il reconnaît qu'il ne peut plus compter sur la bourgeoisie pour mener à terme la révolution. Mais il est alors trop tard pour reprendre contact avec les organisations ouvrières. L'expulsion de Marx, le soulèvement badois auquel participe Engels font d'eux des proscrits qui se retrouvent à Londres avec les débris de la démocratie européenne.

Là, Marx reprend ses activités au sein de la Ligue des communistes qu'il avait complètement laissé tomber en 1848. Après avoir tout d'abord partagé l'espoir des réfugiés qui croient en une prochaine reprise du mouvement révolutionnaire, il se rend compte qu'il ne pourra en être question tant que n'éclatera pas une nouvelle crise économique. Cette nouvelle analyse l'incite à demander à la Ligue l'abandon de ses activités conspiratrices au profit d'une patiente et lente action de formation de ses membres. Ce changement d'orientation est à l'origine de la scission de Willich et Schapper, partisans de l'action révolutionnaire immédiate.

En même temps, Marx et Engels rompaient brutalement avec les

démocrates bourgeois de l'émigration. Aussi, quand, en 1852, la police eut détruit le centre directeur de la Ligue, à Cologne, Marx se retrouva complètement isolé.

On voit, par ce rapide aperçu, l'importance des thèmes abordés. L'auteur le fait avec un souci de précision et d'exactitude auquel on ne peut que rendre hommage. On regrettera toutefois cette espèce de réserve qui l'empêche souvent de développer comme elles le mériteraient les implications théoriques des événements et prises de position étudiés. Il est vrai qu'elles ont souvent alimenté les polémiques politiques et que cette réserve s'explique peut-être par le désir de ne pas s'y engager. S'abstenant à la fois du dénigrement systématique et de l'hagiographie, Schraepler a réussi à donner une appréciation mesurée et solidement fondée de l'action et de la personnalité de Marx, même si, ici ou là, certains jugements peuvent paraître discutables, à propos de la rupture avec Willich par exemple (p. 411). Il nous semble que, dans la dernière partie, pour mieux apprécier la brutalité de la polémique de Marx contre l'émigration républicaine, il aurait fallu tenir compte du discrédit qui avait frappé la plus grande partie de ses cadres. Les témoignages de gens aussi divers que Herzen, Cœurderoy, les blanquistes montrent combien l'hostilité était grande, chez beaucoup de réfugiés, à l'égard des anciens chefs de la démocratie. Les attaques de Marx correspondaient à un courant réel et, surtout, marquaient une volonté de rupture totale avec les «grands hommes» de l'émigration que Schraepler n'a peut-être pas assez mise en valeur.

Ouvrage d'ensemble qui ne prétend pas à la nouveauté, ce livre apporte, sur plus d'un point, des renseignements inédits; mais surtout, il donne une information sérieuse sur les événements, les idées et les hommes d'une période particulièrement riche et attachante de l'histoire du socialisme.

Genève

Marc Vuilleumier

JÜRGEN ROSENBAUM, *Frankreich in Tunesien. Die Anfänge des Protektorates 1881–1886*. Zürich und Freiburg i.B., Atlantis, 1971, 263 S., 1 Kartenskizze. (Beiträge zur Kolonial- und Überseegeschichte, Bd. 7.)

Der Verfasser hat seine Untersuchung über das Problem, «wie und unter welchen Bedingungen das französische Protektorat die Gestalt erhielt, die später als vorbildlich angesehen wurde» (S. 7), v.a. aufgrund der unveröffentlichten Akten des Quai d'Orsay durchgeführt. Das erste Drittel ist der Entwicklung bis Ende 1881 gewidmet (Vorgeschichte seit 1830, militärische Intervention Frankreichs von 1881, Diktat des Protektoratsvertrages von Bardo vom 12. Mai 1881 und innenpolitische Nachwehen in Frankreich). Man bedauert angesichts des Umstandes, dass Jean Ganiage («Les origines du protectorat français en Tunisie 1861–1881», Paris 1959) diese Entwicklung bereits sehr eingehend untersucht hat, dass R. – ohne eigentlich Neues bieten zu können – diesen Zeitabschnitt auf Kosten anderer Problemkreise nochmals so ausführlich dargestellt hat. Der Verfasser neigt bei der Beurteilung